

## Article

---

« Nation, ethnie et classe : construction nationale en Afrique et communauté internationale »

Bogumil Jewsiewicki

*Études internationales*, vol. 12, n° 1, 1981, p. 201-206.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701167ar>

DOI: 10.7202/701167ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

# LIVRES

## ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

### NATION, ETHNIE ET CLASSE: CONSTRUCTION NATIONALE EN AFRIQUE ET COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE\*

Bogumil JEWSIEWICKI\*\*

Le regroupement de sept volumes parus en l'espace de trois ans, signés par des auteurs très différents, dont certains sont des Africains, d'autres des occidentaux, se veut signifiant. Même s'il est fait à partir d'un échantillon limité, il semble refléter la préoccupation majeure de la recherche actuelle sur les sociétés africaines. Il s'agit de comprendre et de guider la restructuration socio-économique au sein des groupes nationaux (Markovitz en voit à juste titre la troisième phase de la décolonisation). Les mêmes questions reviennent sans que le spécialiste (Social Scientist) soit capable d'offrir une réponse qui résiste au choc de la rencontre avec la pratique: quelle est la structure de base des sociétés africaines? Est-elle essentiellement ethnique (presque fatalement avec le sous-entendu de traditionnelle) ou bien de classe (et on sous-entend volontiers le qualificatif de moderne)? Est-ce possible la construction des sociétés africaines nationales, compte tenu de l'importance du facteur ethnique? Comme le dit Ali Mazrui, est-ce le passage du nationalisme africain moderne à la construction nationale possible? Quelle est la nature de l'État africain postcolonial et quelles sont (ou peuvent être) ses relations avec d'autres États? Existe-t-il un système diplomatique, politique, etc. africain?<sup>1</sup> Cette liste de questions sans réponse pourrait facilement et inutilement s'allonger. Sa seule raison d'être est de souligner l'illusion (répandue dans la recherche de sciences sociales sur l'Afrique) de l'existence d'un type particulier d'État, de société, de culture, d'idéologie africaines. À l'exception de No Sizwe et de F.W. Heimer,

\* DU TOIT, Brian M., (éd.), *Ethnicity in Modern Africa*, Boulder (Col.), Westview Press, 1978, 331 p.

HEIMER, F.W., *The Decolonization Conflict in Angola 1974-76: An Essay in Political Sociology*, Genève, Institut Universitaire des Hautes Études Internationales, Coll. « International Studies on Contemporary Africa Series », no. 2, 1979, 119 p.

LANGLEY, J. Ayo (éd.), *Ideologies of Liberation in Black Africa 1856-1970: Documents on Modern African Political Thought from Colonial Times to the Present*, Londres, Rec Collings, 1979, 870 p.

MARKOVITZ, I.L., *Power and Class in Africa: An Introduction to change and Conflict in African Politics*, Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1977, 412 p.

MAZRUI, Ali A., *Africa's International Relations: The Diplomacy of Dependency and Change*, Boulder (Col.), Westview Press, 1979, 310 p.

NZULA, A.T., POTEKHIN, I.I. et ZUSMANOVICH, A.Z., *Forced Labour in Colonial Africa*, Londres, Zed Press, 1979, 230 p.

SIZWE, No, *One Azania, One Nation: The National Question in South Africa*, Londres, Zed Press, 1979, 223 p.

\*\* Professeur au Département d'histoire de l'Université Laval.

1. A. KOUOMÉNI, *Le système diplomatique africain. Bilan et tendances de la première décennie*, Paris, Pidon, 1977.

tous les autres auteurs analysés tombent dans le piège de la prétendue spécificité africaine « naturelle ». Ali Mazrui va le plus loin dans la direction d'une spécificité africaine, ou même noire tout court; cependant, ni Ayo Langley ni même L. Markovitz n'échappent, malgré quelques efforts louables, à la tentation de prendre le discours politique et la volonté politique pour le fait accompli. Ce dernier n'arrive pas à sortir du dilemme qu'il pose lui-même: « Every African country is unique » et deux phrases plus loin: « All these nations of Africa belong, in de Tocqueville' sense, to the same family » (p. 7). Tocqueville parle (et Markovitz le sait) à propos de l'Europe d'avant 1789 de la similitude des lois et des institutions. Les mêmes similitudes existent certainement entre beaucoup de sociétés africaines contemporaines; cependant, elles le partagent avec d'autres sociétés non-africaines.

La recherche de l'unité africaine, non pas à titre de volonté politique mais comme réalité socio-économique, conduit Ali Mazrui, d'une part, à parler du mariage de Nkrumah comme d'un fait trans-saharien à la signification pan-africaine et, d'autre part, des Arabes une fois complices de l'asservissement de l'Afrique devenant actuellement les partenaires de son développement. Les deux exemples, parmi tant d'autres, ne prouvent qu'un penchant, dont le livre est marqué, vers l'argument facile et non-pertinent. À partir de son titre « Relations internationales de l'Afrique », se manifeste chez Mazrui la foi en l'unité continentale, qui s'exprime par de nombreux intitulés de chapitre: « Afrique et idéologie internationales », « Afrique et Europe occidentale », « Afrique et Union Soviétique ». Cette foi - malheureusement - remplace l'analyse. À l'image du morcellement tribal de l'Afrique, du discours colonial, Mazrui et beaucoup d'autres opposent le cliché de l'Afrique unie par la vertu de l'africanisme. L'utilité de cette guerre de clichés me semble douteuse. Remettre en question le mythe de l'unité africaine (non pas à titre de volonté politique mais à titre de réalité « naturelle » supérieure) ne signifie guère revenir à une sorte d'hypothèse néo-hamitique voyant partout une soi-disant influence caucasienne<sup>2</sup>. Bien au contraire, et No Sizwe le fait, c'est le dernier effort de détruire toutes traces de critère dit racial de l'analyse des sociétés du continent africain<sup>3</sup>.

Pour comprendre et saisir les différences et les convergences structurelles que les sociétés de notre globe, dont celles de l'Afrique, partagent dans le temps et dans l'espace, il faut sûrement passer par la voie d'études comparatives. Cependant, les libertés que prend, par exemple, Ali Mazrui avec la connaissance historique actuelle, révoltent un historien et sont au moins inutiles. Markovitz, à son tour, se livre à un futile exercice dans l'introduction de son livre en parcourant en trois pages, à coups de citations, dix siècles d'histoire pour dire qu'il n'y a pas de raison d'être pessimiste pour l'avenir de l'Afrique. L'analyse comparative est indispensable pour que les sciences sociales en Afrique et sur l'Afrique puissent saisir et comprendre les diverses réalités sociales et politiques. Pour être valable, cette analyse nécessite cependant des bases méthodologiques solides (elles ne manquent pas à Markovitz). D'autre part, les comparaisons basées sur la connaissance personnelle d'une seule société et quelques lectures pour l'autre me semblent relever encore de l'ordre de l'exotisme.

La formation et l'évolution future des sociétés nationales et des États-nation en Afrique préoccupent tous les auteurs, y compris Albert Nzula dont *Forced Labour* (en collaboration) est présenté en réédition par Robin Cohen. L'initiative de Zed Press (Monthly Review Press) de publier en même temps les livres de Nzula (l'édition soviétique date de 1933) et celui de

2. A. SCHWARZ (éd.), *Les faux prophètes de l'Afrique ou l'Afr(eu)canisme*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1980.

3. Il est surprenant de constater à quel point les conclusions de No Sizwe concordent avec l'analyse des rapports entre les classes et la nation de P. VILAR, *La Catalogne dans l'Espagne moderne. Recherches sur les fondements économiques des structures nationales*, Paris, CNRS, 1962.

No Sizwe est excellente. Leur lecture comparée est riche d'enseignement sur l'évolution de la pensée politique d'inspiration marxiste en Afrique du Sud. Elle permet de réfléchir sur le rapport entre l'évolution de la réalité des structures de classe, la pensée politique s'y rapportant et la stratégie des luttes pour la décolonisation (voir à ce propos le livre de Heimer). Sans vouloir déprécier le recueil d'Ayo Langley, je dirais que cette comparaison rapporte presque autant que la lecture d'un gros volume sur l'idéologie de libération. Dommage d'ailleurs que Langley réserve si peu de place à la pensée politique radicale en Afrique, spécialement en Afrique du Sud.

Le livre de Markovitz qui constitue une excellente introduction à l'analyse du rôle des structures de classe dans la formation des États-nations actuels en Afrique doit ouvrir à ce titre mon analyse particulière. Comme le dit l'auteur lui-même dans l'introduction, son livre n'est pas un manuel mais un essai sur l'histoire récente du continent africain. Les deux premiers chapitres (sans tenir compte de l'Introduction) essaient d'identifier les racines des problèmes actuels. Contrairement à la suite du livre, ce retour aux sources est simpliste opposant la grandeur du passé (exemplifiée d'ailleurs de quelques descriptions des États célèbres) à la destruction coloniale. En réfutant le mythe du dualisme économique, Markovitz tombe dans ce même piège quand il oppose le « traditionnel » au « moderne » (*Imperialism and Precolonial Greatness*). Par contre, les chapitres 4 à 11, basés sur une vision plus originale, mettent l'accent sur l'évolution interne des structures sociales. Ils sont organisés autour d'une périodicité aux principes clairs, ce qui donne au livre son unité. Markovitz distingue trois stades dans l'histoire contemporaine de l'Afrique : 1) la lutte pour l'indépendance politique, 2) la consolidation des structures du pouvoir (marquée par la consolidation des bourgeoisies nationales tant bureaucratiques que d'affaires) et 3) la restructuration des sociétés accompagnée de l'élaboration des nouvelles institutions sociales et politiques. On pourrait le résumer en prise du pouvoir, consolidation du pouvoir et l'élaboration de ses bases qu'il dit « Processes of Encadrement ». Markovitz élabore ainsi un instrument de vérification de l'hypothèse voulant que toutes les sociétés du continent évoluent dans le même sens et au même rythme. Au niveau théorique, il rejette donc le postulat d'une identité africaine « naturelle », mais son discours est imprégné de conviction contraire. Je recommande cependant vivement la lecture des 350 pages du livre consacrées aux problèmes socio-politiques contemporains à tout lecteur qui veut s'initier aux questions indiquées dans le titre de cette analyse. Gare encore une fois au jeu de prestidigitateur avec l'histoire dont j'approuve les objectifs (ils demeurent obscurs pour le lecteur<sup>4</sup>) mais pas la technique. Quand une citation de R.H. Tawney fait le lapin du chapeau de Markovitz pour appuyer une réflexion de Cheikh Anta Dion, on est surpris mais pas convaincu (p. 122). Si le but de Markovitz fut de dire : ainsi toute société recouvre sa vraie structure d'inégalité d'un voile de discours qui la légitime tout en l'obscurcissant, la porte est ouverte depuis longtemps. Markovitz a d'ailleurs recours à d'autres lapins célèbres dans son chapeau. Heureusement, son livre est assez solide pour éviter le sort des moutons australiens. La connaissance de l'histoire des sociétés européennes, asiatiques ou autres aide à comprendre et à analyser les sociétés africaines ; l'inverse est d'ailleurs aussi vrai, comme le dit l'un des meilleurs historiens français actuels, G. Duby<sup>5</sup>. S'il faut cependant, faute de place, remplacer l'analyse par un jeu de citations, il serait alors mieux de n'indiquer que la perspective générale.

4. J.P. CHRÉTIEN et N. WACHTEL dans « L'anthropologie et histoire dans les sociétés non européennes de tradition orale », *Situation actuelle et avenir de l'anthropologie en France. Colloque du CNRS*, Paris, CNRS, 1979, p. 155 soulignent la nécessité de l'unité contrairement à « la vieille tradition universitaire qui excluait ces sociétés de la discipline noble, l'histoire, pour les reléguer dans des disciplines particulières... ».

5. G. DUBY et G. LANDREAU, *Dialogues*, Paris, Flammarion, 1980, pp. 106-107.

Le recueil sur l'ethnicité en Afrique contemporaine préparé par Brian du Toit est consacré à une des principales questions qu'affrontent les États africains (ils ne sont pas les seuls à lui faire face). On prétend encore souvent que la solidarité ethnique est radicalement opposée à la construction d'une société nationale. Heureusement, cette vérité simpliste commence à être remise en question par plusieurs chercheurs et avant tout par certains opposant politiques en Afrique<sup>6</sup>. Ali Mazrui parle par exemple de la « modernisation adéquate » qui pourra réduire le pouvoir de l'ethnicité sans la détruire et permettre l'intégration de ce principe d'organisation dans la construction nationale. Sur un plan différent, No Sizwe voudrait qu'on reconnaisse la possibilité (plus même - la nécessité impérative) d'intégrer dans la future nation sud-africaine tous les groupes dits « raciaux ». La solidarité de classe dominera, sans les détruire peut-être totalement, ces distinctions qui sont des produits d'une évolution historique spécifique, celle de l'oppression bourgeoise avant d'être blanche. Pour comprendre la discussion acharnée autour du conflit, vrai ou faux, entre ethnie (tribu), classe et nation, il faut lire l'introduction de B. du Toit. Sans prétendre imposer la définition du concept dont l'utilisation a connu une histoire mouvementée, du Toit montre que comme le concept de nation, celui d'ethnie n'est défendable que s'il est pris pour une unité idéologique et culturelle et non « naturelle ». L'appartenance est donc le produit de l'histoire spécifique de chaque groupe ethnique et ne survit qu'à travers la conscience sociale spécifique. Sans que du Toit le dise explicitement, il est clair qu'alors le concept de nation et d'ethnie appartiennent à la même catégorie et ne sont pas nécessairement antinomiques.

Les contributions à l'*Ethnicity in modern Africa* sont inégales mais intéressantes et avant tout utiles. La moitié du volume est consacrée aux sociétés sud-africaines (République Sud Africaine et Namibie) ce qui reflète l'importance du débat très politique autour de la question d'articulation entre race, ethnie et nation<sup>7</sup>. Le mérite du recueil est de dédramatiser le débat en montrant que l'ethnicité n'est parfois rien d'autre que principe apparent. Certains plongent alors dans une élégante utopie à la mode du jour et vieille comme l'humanité en voyant le salut du côté des femmes. Kenneth Little partage cet espoir avec un écrivain célèbre<sup>8</sup> tout en étant moins convaincant. L'analyse que fait le premier du mouvement des femmes en Afrique me paraît très impressionniste. Dans sa solide contribution, Robert Gordon conclut « Ethnicity was a surface feature, not a fundamental cause of the « tribal fight ». Peoples have many identities, some of which are more important than others. Contradictions involved in one set of identities can only be resolved through articulation and recourse to other, 'lesser' identities ». (p. 229). Dommage que ce recueil organisé en trois sections: « Tribu, Communauté ou Nation », « Ethnicité urbaine et situationnelle » et « Couleur, Racisme ou Ethnicité » n'aborde pas plus explicitement l'articulation entre ethnicité et/ou nationalisme et classe.

Cette question domine par contre deux programmes politiques pour la libération de l'Afrique du Sud rédigés à un demi siècle de distance. Aussi bien A. Nzula, auteur de *Forced Labour in Colonial Africa*, avec I. Potekhin et A. Zusmanovich, que No Sizwe s'appuyent

- 
6. Bogumil JEWSIEWICKI « The production of History and social consciousness », *History in Africa*, 7, 1980, sous presse.
  7. La parution d'un long article bibliographique de P. HUGO et DU PISANI A., « Ethnicity and the Problem of National Integration in Africa: A Bibliographical Survey », *South African Journal of African Affairs*, 8, 1978, pp. 53-66 est significative pour cet intérêt. Les travaux sur la question sont fort nombreux pour ne citer parmi d'autres que L. SYLLA, *Tribalisme et parti unique en Afrique noire. Esquisse d'une théorie générale de l'intégration nationale*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977; P.F. WILMOT, *In Search of Nationhood: The Theory and Practice of Nationalism in Africa*, Ibadan, Lantern Books, 1979 ou encore cet article de F. de CHASSEY, « Des ethnies et de l'impérialisme dans la genèse des nations, des classes et des États en Afrique », *L'Homme et la Société*, 45-46, 1977, pp. 113-125.
  8. Mongo BETI, *La ruine presque cocasse d'un polichinelle*, s. 1., Ed. des peuples noirs, 1979.

sur l'analyse marxienne pour dresser un bilan et proposer un programme politique. Il n'est pas étonnant que dans l'atmosphère des pressions idéologiques en Union soviétique du début des années 1930 et compte tenu de l'orientation de la III<sup>e</sup> Internationale, les auteurs du premier volume voient dans l'imminence d'une révolution prolétarienne la libération de l'Afrique. Leurs critiques des mouvements nationalistes sont très acerbes et quoi de plus normal pour un ouvrage en russe publié en 1933, en URSS. No Sizwe adopte une ligne opposée en voyant dans une société nationale, surpassant les oppositions de « race », le moyen efficace de lutte contre la domination blanche et avant tout contre la balkanisation actuelle de l'Afrique du Sud. Il s'oppose d'ailleurs à l'usage même du terme qui, à son avis, compte tenu de son bagage historique, légitime la création des Bantoustan.

*Forced Labour in Colonial Africa*, en plus de son intérêt dû à la collaboration de A. Nzula (une contribution à la connaissance de l'évolution de la pensée politique et sociale en Afrique) est également un précieux document pour l'analyse de la politique de la III<sup>e</sup> Internationale envers l'Afrique. La documentation, solide pour l'époque, sur l'Afrique du Sud et sur le Congo belge correspond aux zones cibles d'alors. Durant les années 1930, il y a eu des tentatives sans avenir d'implantation du parti communiste dans cette colonie. L'analyse de la situation congolaise d'alors, due au moins en partie à A.Z. Zusmanovich, permet d'en comprendre les raisons.

*Les relations internationales de l'Afrique* d'Ali Mazrui, malgré mes critiques initiales, est un livre qui mérite lecture. Mazrui est bien connu pour son indépendance d'esprit, pour ses opinions qui dérangent et qui se classent mal dans les cadres habituels. Il ne s'agit certainement pas d'un traité des relations internationales. Heinemann nous offre un recueil d'essais de Mazrui sur les problèmes touchant le continent africain sur la scène internationale. À tort ou à raison, Mazrui veut prouver la nécessaire originalité de la pensée politique et de l'action politique africaines. Le livre se situe entre l'histoire et la futurologie (le dernier chapitre traite de l'horizon de l'an 2000) entre les relations internationales, la psychologie sociale et l'écologie. C'est donc plus un écrit politique qu'une analyse de science politique. Il ne faut certainement pas recommander ce livre à titre de manuel aux étudiants débutants d'un cours de relations internationales, il faut par contre le lire à titre d'une douche rafraîchissante. Un autre avertissement, le sous-titre du livre trompe dans la conjoncture théorique actuelle en parlant de la diplomatie de dépendance. La théorie dite « dépendantiste » est absente de ce livre.

*Ideologies of Liberation in Black Africa 1856-1970* d'Ayo Langley est un recueil de textes divers d'auteurs africains. Le principe de sélection demeure obscur pour moi, malgré la déclaration de l'auteur « In order to avoid unnecessary confusion, it is in this latter area (where thought begins to be viewed as a determinant of action) where theory and ideology overlap that the writings of the Africans selected for this anthology should be studied ». (p. 8) La pensée politique islamique et celle de l'Afrique précoloniale sont exclues de l'anthologie et le choix de l'auteur semble s'orienter (sans que cette orientation soit claire) vers une certaine pensée « occidentalisée ». Il est caractéristique d'ailleurs que s'il essaie de savoir ce que signifie la pensée politique, il ne s'interroge pas sur le sens qu'il donne au qualificatif « africaine ». Est-il suffisant d'être né en Afrique et d'avoir écrit sur les problèmes politiques ? Faut-il être représentatif pour le point de vue africain (voir son résumé de la critique du livre de July par Biobaku, p. 4) ? Faut-il avoir produit une pensée qui fut appliquée dans la pratique politique en Afrique ? Peut-on supposer que la caractéristique de la pensée de Crummell répond d'après Langley à mes questions. Elle passerait « ...not only through Christian education and the English language, but through a judicious selection of useful elements of European culture and not by blind imitation » (p. 27) ? Il me semble que c'est à la fois beaucoup et peu. J'avoue que l'introduction annoncée par l'éditeur comme

« Illuminating and magisterial » m'a laissé sur ma faim. J'avoue aussi que le livre de Y. Benot<sup>9</sup> (pourquoi fut-il oublié dans la brève revue bibliographique ?) me paraît toujours plus utile même si son recul chronologique est moindre. L'anthologie de Langley demeure cependant un instrument de travail utile particulièrement pour les lecteurs de langue anglaise.

Terminons par quelques mots, enthousiastes cette fois-ci, à propos du petit livre de F. Heimer. Une centaine de pages de texte à peine accompagnées d'une riche bibliographie nous apprennent plus sur l'Angola d'aujourd'hui que d'interminables discussions académiques des quelques dernières années qui se voulaient progressistes et radicales et dont le but fondamental fut d'établir telle ou telle réputation universitaire. Une brève introduction permet de saisir clairement l'appareil conceptuel utilisé par l'auteur. Son éclectisme relatif dans ce domaine (qui permet cependant à l'auteur de bâtir son propre modèle explicatif) est certainement préférable au dogmatisme aveugle ou à l'empirisme en cul-de-sac de beaucoup d'autres. Il décrit très bien l'optique de son étude : « ...the modalities and outcome of the conflict were to a considerable extent determined by the constellation of, and interferences form, the international system. However, basically its dynamic was endogenous in origin and nature (...) generated and conditioned by the structure of the Angolan social formation created during colonial occupation ». (p. 3)

Heimer nous propose une analyse magistrale, accessible à tout lecteur venant des sciences sociales. Seuls ses renvois bibliographiques, pour préciser l'usage de certains termes et certaines positions méthodologiques, peuvent causer des ennuis à un lecteur non familier avec les écrits actuels sur l'Afrique. Il me semble cependant que ce livre offre une compréhension unique du conflit anglais et, à travers celui-ci, de nombreux problèmes socio-politiques de l'Afrique contemporaine. L'analyse du processus de la décolonisation de l'Angola se fait non pas dans l'optique d'une solution formelle<sup>10</sup>, à savoir l'indépendance politique, mais dans l'optique de la société à construire que ce processus vise ou prétend viser. Les modèles de décolonisation que Heimer veut dégager de la pratique et du discours des groupements socio-politiques en Angola sont orientés « ...in the sense of societal goals to be reached as well as strategies to be employed - that people had in mind when speaking of « decolonisation ». (p. 33)

Sans entrer dans les détails de son analyse, étant d'ailleurs spécialisé dans l'histoire récente d'un pays voisin - le Zaïre - j'ai plus de questions que de critiques de détails, j'aimerais souligner que le livre de Heimer établit un modèle d'analyse. Selon mon expérience, les bases méthodologiques qu'il adopte paraissent très pertinentes et nous avons tout à gagner en essayant de les appliquer ailleurs en Afrique. Il sort du cercle quelque peu vicieux de modes superficielles qui à tour de rôle dominaient les sciences politiques tournées vers le continent africain. Les publications de l'Institut Universitaire de Hautes Études Internationales de Genève dans « International Studies on Contemporary Africa » sont à surveiller après ce début prometteur.

9. Y. BÉNOT, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris Maspero, 1972, deuxième édition.

10. Pour la critique épistémologique voir A. SCHWARZ, *Colonialistes, africanistes et Africains*, Montréal, Nouvelle Optique, 1979.